

# centre de contacts suisse-immigrés

( DISCOURS DU 1er MAI PAR LE REPRESENTANT DE L'IMMIGRATION )

## COMPAGNI OPERAI, SVIZZERI E IMMIGRATI

### CAMARADES, TRAVAILLEURS SUISSES ET IMMIGRES

Je m'exprime ici au nom de tous les travailleurs immigrés. Nous avons choisi de nous exprimer d'une manière unitaire et de nous exprimer en français; parce qu'aujourd'hui plus que jamais, il s'agit de se battre ensemble: entre immigrés de différentes nationalités et entre suisses et immigrés. Nous avons besoin de construire notre unité, c'est à dire l'unité de la classe ouvrière: seule cette unité nous permettra de combattre les attaques du patronat.

Nous vivons dans une période de crise. Partout les patrons et leurs alliés sont confrontés aux difficultés de leur système en crise; et nous devons être conscients qu'en tant que main-d'œuvre immigrée, nous représentons pour les patrons une soupape de sécurité et qu'ils nous utilisent pour résoudre, en partie, leur difficultés économiques.

Dans nos pays respectifs, que ce soit en Espagne, en Italie ou au Portugal etc. les patrons sont confrontés à la crise économique et politique du système capitaliste. Nous sentons le besoin de nous solidariser avec nos camarades travailleurs qui luttent dans nos pays d'origine pour l'avancement des conquêtes des travailleurs, et nous sommes conscients que leur lutte est aussi la notre.

Mais, nous vivons et travaillons en Suisse et nous devons nous battre ici, contre les patrons suisses. La crise a frappé la Suisse comme tous les autres pays capitalistes. Les patrons et le gouvernement ont essayé de nous faire croire que la Suisse avait été peu touchée par la crise. Ils ont pu le faire parce que des 350000 places de travail en moins depuis 4 ans, les 2/3 à savoir 220000 étaient des étrangers qui sont rentrés dans leur pays.

Camarades, 350000 postes de travail en moins, cela veut dire qu'il y a autant de licenciements; cela veut dire que des dizaines d'entreprises ont fait faillite; cela veut dire que ce sera toujours plus difficile de trouver du travail en Suisse et, par conséquent, on sera soumis au chantage des patrons qui en profitent pour nous imposer des salaires plus bas; cela veut dire qu'aujourd'hui plus que jamais on doit faire attention de ne pas perdre notre place de travail; cela veut dire que par peur, il y a des ouvriers qui vont travailler même quand ils sont malades.

Même si la crise a particulièrement frappé les travailleurs étrangers même si les patrons ont pu expatrier une grande partie du chômage, ceci n'était qu'une partie de l'attaque patronale. Les patrons ont frappé les travailleurs étrangers pour frapper tous les travailleurs. Parce que ces départs de travailleurs étrangers se sont accompagnés pour ceux qui sont restés d'un accroissement des rythmes de production. Dans beaucoup d'entreprises après les licenciements, donc avec moins de main-d'œuvre on produit autant qu'avant.

En fait, le départ des travailleurs immigrés n'a pas résolu les difficultés. Cela n'a été qu'une étape dans l'attaque généralisée à tous les travailleurs, augmentation des rythmes de travail, plus de peur et d'insécurité et des diminutions de salaires etc ...

Nous sommes tous concernés par cette attaque que l'on soit suisse ou immigré. L'unité de la classe ouvrière est d'autant plus nécessaire qu'aujourd'hui les patrons et le gouvernement suisse veulent instaurer une nouvelle loi: la loi ANAG sur la présence des étrangers ici en Suisse qui sera probablement votée en automne par les chambres fédérales. Comme toutes les autres mesures du gouvernement, cette loi sert les plans de restructuration des patrons, cette loi donne la possibilité aux patrons d'augmenter ou de réduire le nombre des travailleurs immigrés quand et comme ils le veulent.

Cette loi empire les conditions de vie des immigrés: elle maintient toutes les mesures discriminatoires, en ce qui concerne la place de travail, elle confirme les mesures de l'OFIAMI, elle augmente le contrôle policier sur toutes les activités de la vie sociale et politique du pays d'accueil. On ne peut pas parler d'intégration si parallèlement on ne reconnaît pas aux immigrés les droits démocratiques les plus élémentaires.

Cette loi introduit l'insécurité permanente pour tout le monde. Tout est soumis à l'évolution de la conjoncture économique et c'est dans ce sens que cette loi est un instrument important aux mains des patrons et du gouvernement pour contrôler le marché de l'emploi, pour diminuer ou augmenter les places de travail, pour licencier quand ils veulent. Si, l'automne prochain, cette loi sera acceptée par les chambres fédérales non seulement elle déterminera l'avenir des travailleurs immigrés pendant des dizaines d'années mais elle constituera un instrument important aux mains du patronat pour empêcher une réponse unitaire à cette attaque généralisée contre tous les travailleurs. C'est un instrument de plus pour nous faire payer la crise économique.

Nous devons comprendre, nous travailleurs immigrés comme vous travailleurs suisses que se battre contre cette loi, ce n'est pas seulement se battre pour les étrangers mais c'est se battre pour les intérêts de toute la classe ouvrière.

Se battre contre le statut du saisonnier, contre les mesures de l'OFIAMI, pour une place de travail pour tout le monde, pour les droits démocratiques d'association et d'expression, c'est se battre pour une société différente, une société nouvelle, une société des travailleurs.

Seule une bataille unitaire, assumée par les organisations syndicales des travailleurs, conscientes que l'enjeu c'est l'intérêt de toute la classe ouvrière, peut nous permettre de combattre les plans de restructuration du patronat. Nous demandons aux organisations syndicales non seulement une solidarité et une compréhension de nos problèmes d'immigrés mais qu'elles assument nos revendications comme prioritaires, qu'elles en fassent un terrain de lutte contractuel dans les conventions collectives en mobilisant les travailleurs sur leurs lieux de travail.

### NON A CETTE LOI DISCRIMINATOIRE ET POLICIERE

### NON A UNE LOI QUI PERPETUE ET AGGRAVE LA DIVISION ENTRE LES TRAVAILLEURS

### CONTRE LE STATUT DES SAISONNIERS, UN SEUL STATUT POUR TOUT LE MONDE

### NON AUX MESURES DE L'OFIAMI

### UNISONS NOUS CONTRE LES LICENCIEMENTS, POUR LES DROITS DEMOCRATIQUES AUX TRAVAILLEURS IMMIGRES

### DROITS POLITIQUES AU NIVEAU CANTONAL POUR LES IMMIGRES

### CAMARADES, VIVE L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE

Parlero a nome di tutti gli immigrati. Abbiamo scelto di esprimerci in modo unitario, e di esprimerci in francese; questo perché, oggi più che mai, dobbiamo lottare insieme ed uniti: in quanto immigrati di diverse nazionalità e in quanto operai svizzeri e immigrati. Oggi abbiamo bisogno di costruire l'unità tra di noi; il che vuol dire costruire l'unità di tutta la classe operaia, perché solo attraverso questa unità possiamo combattere contro gli attacchi dei padroni.

Viviamo in un periodo di crisi. Dappertutto il sistema capitalista è in crisi. E noi dobbiamo essere coscienti che in quanto immigrati, qui in Svizzera, noi rappresentiamo una valvola di scarico e che i padroni ci utilizzano per risolvere, parzialmente, le loro difficoltà economiche.

Nei nostri paesi d'origine, che sia in Spagna, in Italia o in Portogallo, gli operai lottano contro le manovre padronali tendenti a fare pagare la crisi alla classe operaia: noi ci solidarizziamo e sosteniamo le lotte dei nostri connazionali, e siamo coscienti che la loro lotta è anche la nostra.

Ma noi viviamo e lavoriamo in Svizzera, ed è qui, contro i padroni svizzeri, che dobbiamo lottare.

La crisi ha toccato la Svizzera nella stessa misura, se non di più, degli altri paesi capitalisti. Ma i padroni ed il governo hanno cercato di farci credere che qui la crisi non era poi tanto grave; hanno potuto fare questo perché dei 350000 posti di lavoro che sono spariti in 4 anni di crisi, 220000 erano occupati da stranieri che sono dovuti rientrare nei loro paesi d'origine: in questo modo potevano dire che i disoccupati, in Svizzera, non erano poi così tanti.

Compagni, 350000 posti di lavoro in meno vuol dire che ci sono stati altrettanti licenziamenti; e che decine di imprese sono fallite; e che sarà sempre più difficile trovare lavoro in Svizzera; e che dunque i padroni possono ricattarci e farci accettare dei salari più bassi; e che quindi, più di prima, dobbiamo stare attenti a non perdere il posto di lavoro; e che, per paura, la gente va a lavorare anche quando è malata.

Ma se la crisi ha più duramente colpito gli operai stranieri, e se i padroni sono riusciti a esportare la disoccupazione, questo non è che un aspetto dell'attacco padronale: se i padroni hanno colpito per prima gli stranieri, lo hanno fatto per meglio colpire l'insieme della classe operaia. Infatti i licenziamenti degli uni si sono accompagnati all'aumento dei ritmi di lavoro per gli altri: in molte imprese con meno operai si fa la stessa produzione.

La partenza degli operai stranieri non ha affatto risolto le difficoltà economiche; questa non era che una tappa dell'attacco generalizzato a tutti gli operai: aumento dei ritmi, insicurezza del posto di lavoro e diminuzione dei salari.

Questo attacco riguarda tutti noi, svizzeri e immigrati. In questo momento, l'unità della classe operaia è assolutamente necessaria, perché i padroni si stanno dotando di un nuovo strumento per impedire la risposta unitaria dei lavoratori: la nuova legge ANAG, che sarà votata probabilmente in autunno dal Parlamento. Questa legge è perfettamente in linea con i piani di ristrutturazione dei padroni; infatti, essa dà la possibilità di aumentare e di ridurre a piacimento il numero degli stranieri in Svizzera.

Questa legge mantiene tutte le misure discriminatorie: conferma le misure dell'OFIAMI; aumenta il controllo poliziesco sulle attività associative degli immigrati; impedisce, di fatto, l'integrazione degli stranieri alla vita sociale e politica svizzera; non riconosce agli stranieri neppure i diritti democratici più elementari.

Introduce l'insicurezza permanente. Se questa legge sarà accettata, essa sarà lo strumento ideale per fare pesare ancora di più la crisi sulle spalle dei lavoratori.

Dobbiamo tutti capire, noi operai stranieri e voi operai svezzesi, che battersi contro questa legge vuol dire battersi per gli interessi di tutta la classe operaia.

Battersi contro lo statuto degli stagionali, contro le misure dell'OFIAMI, per la sicurezza del posto di lavoro, per i diritti politici agli immigrati, vuol dire battersi per una società diversa, una società nuova, una società dei lavoratori e per i lavoratori.

Solo una battaglia unitaria, portata avanti dalle organizzazioni sindacali, può permetterci di lottare e vincere contro i piani di ristrutturazione dei padroni e in particolare contro la legge ANAG. Noi demandiamo alle organizzazioni sindacali di assumere le nostre rivendicazioni di immigrati, che le facciano proprie in quanto rivendicazioni di tutta la classe operaia da portare sul terreno della lotta contrattuale, attraverso la mobilitizzazione dei lavoratori sui posti di lavoro.

### NO A UNA LEGGE CHE PERPETUA E AGGRAVA LE DIVISIONI TRA GLI OPERAI

### NO A UNE LEGGE DISCRIMINATORIA E POLIZIESCA

### NO ALLE MISURE DELL'OFIAMI

### UN SOLO STATUTO PER TUTTI, ABOLIZIONE DELLO STATUTO DELLO STAGIONALE

### DIRITTI POLITICI, A LIVELLO CANTONALE, PER GLI IMMIGRATI

### CONTRO I LICENZIAMENTI E L'ATTACCO PADRONALE, COSTRUIAMO L'UNITÀ DELLA CLASSE OPERAIA

## CAMARADAS TRABALHADORES SUICOS E EMIGRANTES

Falo-vos aqui, em nome de todos os trabalhadores emigrantes. Resolvemos exprimiro-nos dumha maneira unitária e por isso escolhemos o francês, porque hoje, mais que nunca, é preciso que lutemos juntos, nós os emigrantes, mas sobretudo nós, trabalhadores, Suiços e emigrantes. Precisamos de refazer a nossa unidade, a unidade da classe operária contra os patroes porque só essa unidade nos permitirá combater os planos do patronato.

Vivemos em crise. Por todo o lado os patroes e os seus aliados deparam com as dificuldades dos seus sistêmas. Devemos estar conscientes que a emigração, a mudança de milhares de trabalhadores é para os patroes uma garantia de segurança, é uma margem de manobras para resolver em parte as suas dificuldades económicas. Nos nossos países respectivos, como sejam a Espanha, Itália, Portugal, etc... os patroes estão perante uma crise económica e política do sistema capitalista. Sentimos a necessidade de nos solidarizar com os camaradas trabalhadores que lutam nos nossos países de origem pela consolidação e avanço das conquistas dos trabalhadores e estamos conscientes que a sua luta é também a nossa.

Mas nós estamos aqui, nós devemos lutar aqui, contra os patroes Suiços. Como todos os outros países, a Suíça, foi também atingida pela crise. Os patroes e o governo tentaram fazer-nos crer que aqui não havia crise, eles quiseram-nos convencer que aqui não havia despedimentos, nem desemprego, nem empresas que fechavam. Eles poderam-no fazer porque dos 350000 postos de trabalho a menos em 4 anos, 2/3., ou seja 220000 eram de estrangeiros que voltaram para os seus países.

Eles quiseram-nos convencer que poucos trabalhadores tinham perdido o seu emprego. Camaradas, menos 220000 postos de trabalho ocupados por trabalhadores estrangeiros, correspondem a outro tanto de despedimentos, de potencial desemprego, a dezenas de empresas fechadas.

Mesmo se a crise afetou particularmente os trabalhadores estrangeiros, mesmo se os patroes puderam expatriar uma grande parte do desemprego, isto não é mais do que uma parte do ataque patronal. Os patroes atingiram os trabalhadores estrangeiros para atingir toda a gente, todos os trabalhadores. Esta partida dos trabalhadores estrangeiros corresponde para os trabalhadores suíços a mais trabalho, a um ritmo superior e sao vocês que têm de fazer o trabalho feito antes pelos trabalhadores emigrantes. A partida dos trabalhadores emigrantes não resolveu as dificuldades - não foi mais do que uma etapa dum ataque generalizado a todos os trabalhadores: mais trabalho para toda a gente, mais medo, mais insegurança mais chantagem patronal, as diminuições salariais, etc etc . . . . .

Somos, suíços e emigrantes, todos alcançados por este ataque. Para os patroes e o governo suíço, a divisão dos trabalhadores é de tal maneira necessária, que eles hoje estão a fabricar um novo instrumento para melhor dividir os trabalhadores, para impedir uma resposta unitária entre os trabalhadores suíços e trabalhadores emigrantes. A nova lei ANAG sobre a presença dos trabalhadores emigrantes aqui na Suíça será provavelmente votada no outono pelas câmaras federais.

Como todas as outras medidas do governo, esta lei serve os planos de reestruturação dos patroes, esta lei dá aos patroes possibilidade de aumentar ou diminuir o número de trabalhadores emigrantes, como e quando eles quiserem. Esta lei agrava as condições de vida dos trabalhadores emigrantes: ela mantém todas as medidas discriminatórias sobre aquilo a que corresponde o posto de trabalho, ela confirma as medidas do OFIAMI, ela aumenta o controle policial sobre todas as actividades democráticas dos emigrantes, impede uma verdadeira integração na vida social e política dos trabalhadores no país que o acolhe. Não se pode falar de integração se paralelamente não se reconhecem aos emigrantes, os mais elementares direitos democráticos.

Esta lei introduz a insegurança permanente para toda a gente, tudo é submetido à evolução da conjuntura económica e é neste sentido que esta lei é um instrumento importante nas mãos dos patroes e do governo para controlar todo o mercado do emprego, para diminuir ou aumentar os postos de trabalho, para despedir quando quiserem. Esta lei se for aceite, pelas câmaras federais no próximo outono, não só determinará o futuro dos trabalhadores emigrantes durante dezenas de anos, mas constituirá um instrumento importante nas mãos do patronato para impedir uma resposta unitária a este ataque generalizado contra todos os trabalhadores. E mais um instrumento, para nos fazer pagar a crise económica.

Devemos compreender, nós trabalhadores emigrantes como vocês trabalhadores suíços, que lutar contra esta lei não é só uma luta pelos estrangeiros mas é também uma luta pelos nossos interesses, pelos interesses de toda a classe operária. Lutar contra o "statut du saisonnier", contra as medidas do OFIAMI, por emprego para toda a gente, pelos direitos democráticos de associação e de expressão, é lutar por uma sociedade diferente, uma sociedade nova, uma sociedade de e para trabalhadores.

Só uma batalha unitária, conduzida pelas organizações sindicais dos trabalhadores conscientes que fundamental é o interesse de todos os trabalhadores, permitir-mos à combater os planos da reestruturação do patronato. Pedimos às organizações sindicais, não só solidariedade e compreensão dos problemas dos emigrantes, mas que assumem as nossas reivindicações como suas e que delas façam terreno de luta contractual na convenção colectiva, mobilizando os trabalhadores nos seus lugares de trabalho.

## NAO A ESTA LEI DISCRIMINATORIA E POLICIAL

NAO A UMA LEI QUE PERPETUE A DIVISAO ENTRE OS TRABALHADORES CONTRA OS ESTATUTOS, UM SO ESTATUTO

PARA TODA A GENTE

NAO AS MEDIDAS DO OFIAMI

UNIDOS CONTRA O DESEMPREGO

PELOS DIREITOS DEMOCRATICOS DOS TRABALHADORES IMIGRANTES

DIREITOS POLITICOS AO NIVEL COMUNAL PARA OS EMIGRANTES

CAMARADAS, VIVA A UNIDADE DA CLASSE OPERARIA'

## COMPANEROS SUIZOS Y EMIGRANTES

Me dirijo a vosotros en nombre de la emigración. Hemos decidido expresarnos en francés, puesto que de lo que se trata es de luchar unitariamente entre trabajadores suizos y emigrantes; se trata en suma de recomponer nuestra unidad, es decir la unidad de la clase obrera: solo esta unidad nos permitirá combatir los ataques de la patronal.

En el periodo de crisis en que vivimos, los patrones y sus aliados en todos los países, se ven confrontados a las dificultades creadas por la crisis de su sistema. Nosotros debemos ser conscientes que, en tanto que mano de obra extranjera, representamos para los patrones una válvula de escape que utilizan para resolver una parte de sus problemas económicos.

En nuestros países respectivos, ya sea Italia, España o Portugal, esta crisis del sistema capitalista es todavía más aguda. Nos sentimos solidarios con los compañeros que luchan por el avance de las conquistas de los trabajadores y somos conscientes que su lucha es también la nuestra. Pero vivimos y trabajamos en Suiza y es aquí donde debemos luchar resueltamente contra la patronal suiza. La crisis ha golpeado con tanta fuerza en Suiza como en los demás países capitalistas, solo que aquí los patrones y el gobierno han intentado hacernos creer que la crisis era un problema de los demás países. De hecho han logrado taparla puesto que de los 350000 puestos de trabajo desaparecidos en los últimos cuatro años los 2/3, es decir 220000, fueron trabajadores extrajeros que pasaron a engrosar las cifras de paro se sus respectivos países de origen.

Compañeros, 350000 puestos de trabajo de menos quiere decir: que ha habido otros tantos licenciamientos, que decenas de empresas han hecho quiebra, que será cada día más difícil encontrar trabajo en Suiza y, por lo tanto, se hará sentir cada vez más el chantaje patronal que se aprovecha para imponernos unos salarios más bajos; esto quiere decir que el miedo a perder el puesto de trabajo hará que muchos trabajadores, aún estando enfermos, acudirán al trabajo.

Aunque la crisis haya golpeado particularmente a los trabajadores extranjeros permitiendo a los patrones exportar una gran parte del paro, ésto no es más que una parte del ataque patronal. Los patrones han golpeado los trabajadores extranjeros para poder golpear a todos los trabajadores. Porque la marcha de estos trabajadores se ven acompañadas para el resto de un crecimiento de los ritmos de trabajo, es por ésto que en muchas de las empresas luego de haber reducido el personal la producción no solo no ha disminuido sino que ha aumentado. De hecho, la marcha de los trabajadores emigrantes no ha resuelto las dificultades. No ha sido más que una etapa del ataque generalizado contra todos los trabajadores: aumento de los ritmos de trabajo, aumento del miedo y de la inseguridad, disminución de salarios etc. . . .

Debemos sentirnos todos concernidos, suizos y emigrantes, ante este ataque de la patronal. Hoy la unidad de la clase obrera es tanto más necesaria en cuanto que el gobierno y la patronal suizos intentan instaurar una nueva ley: la ley ANAG sobre la presencia de extranjeros en Suiza, que será votada probablemente en otoño por el parlamento. Como todas las medidas anteriores del gobierno, esta ley está concebida para favorecer los planes de reestructuración de los patrones puesto que les da la facilidad de reducir o aumentar el contingente de extranjeros según su voluntad.

Esta ley empeora las condiciones de vida de los emigrantes: en lo que concierne el puesto de trabajo, confirma y mantiene las medidas discriminatorias de la OFIAMI; aumenta el control policial sobre las actividades democráticas de los emigrantes, impide una verdadera integración política y social a la vida del país de acogida. No se puede hablar de integración si paralelamente no se reconocen a los emigrantes los más elementales derechos democráticos.

Esta ley introduce la inseguridad permanente para todos. Toda la ley está sometida a la evolución de la coyuntura económica y, en este sentido, es un peligroso instrumento en las manos del gobierno y la patronal para controlar el mercado del empleo, para disminuir o aumentar a su conveniencia los puestos de trabajo, para licenciar cuando les plazca. Si en otoño próximo esta ley es aceptada por el parlamento, no solamente va a determinar el porvenir de los trabajadores emigrados durante decenas de años, sino que, además representará un instrumento en manos de la patronal que la permitirá impedir cualquier tipo de respuesta unitaria a un ataque generalizado contra todos los trabajadores. En definitiva esta ley no representa más que un instrumento para hacernos pagar la crisis económica.

Debemos comprender, tanto nosotros trabajadores emigrantes como los suizos, que luchar contra esta ley no es solamente luchar por los extranjeros, sino luchar por los intereses de la clase obrera; luchar contra el estatuto del temporero, contra las medidas de la OFIAMI, por un puesto de trabajo para todos, por los derechos democráticos de asociación y expresión, es luchar por una sociedad diferente, una sociedad nueva, una sociedad de los trabajadores.

Unicamente la batalla unitaria asumida por las organizaciones de los trabajadores y sindicales conscientes de que lo que aquí se juega son los intereses de la clase obrera, puede permitirnos el hacer frente a los planes de reestructuración patronales.

Pedimos a las organizaciones sindicales, no solamente la solidaridad y la comprensión de nuestros problemas en tanto que emigrantes, sino que asuman nuestras reivindicaciones como prioritarias, que encuentren su lugar en el campo contractual dentro de las convenciones colectivas, mobilizando a los trabajadores en los puestos de trabajo.

## NO A UNA LEY DISCRIMINATORIA Y POLICIAL

NO A UNA LEY QUE PERPETUA Y AGRAVA LA DIVISION ENTRE LOS TRABALHADORES CONTRA EL ESTATUTO DEL TEMPORERO, UN SOLO ESTATUTO PARA TODOS

NO A LAS MEDIDAS DE LA OFIAMI

UNIDAD CONTRA LOS LICENCIAMIENTOS, POR LOS DERECHOS DEMOCRATICOS DE LOS EMIGRANTES

DERECHOS POLITICOS CANTONALES PARA LOS EMIGRANTES

VIVA LA UNIDAD DE LA CLASE OBRERA.